

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 28 novembre 2024

Nos réf. : SAU/DDH/MT n° 24-596

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PETIT BATEAU**

15, Rue du Lieutenant Pierre Murard  
10000 TROYES

Code AIOT : 0005702103

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 octobre 2024 dans l'établissement PETIT BATEAU implanté 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard - 10000 TROYES. L'inspection a été annoncée le 27 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 18 octobre 2024 de l'établissement PETIT BATEAU, situé 15 rue du lieutenant Pierre Murard à TROYES, dans le cadre de l'analyse du porter-à-connaissance déposé le 20 août 2024 concernant la mise en place d'un récupérateur de chaleur sur les fumées de la rame Bruckner et la mise à jour du parc de poste de détachage en confection. Le présent rapport rend compte de cette visite et de l'analyse de ce porter-à-connaissance.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PETIT BATEAU
- 15, Rue du Lieutenant Pierre Murard - 10000 TROYES
- Code AIOT : 0005702103
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Situé dans l'agglomération Troyenne et site historique de la marque depuis 1893, l'établissement exploite des activités de tricotage, ennoblement et confection, mais également des activités de développement de produit, de logistique et de gestion financière et commerciale, ainsi que toutes les opérations transversales comme la maintenance. Environ 600 personnes travaillent sur le site et environ le double dans le département de l'Aube.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, la société PETIT-BATEAU à TROYES exploite des installations d'application de teinture et d'apprêts sur des matières textiles (activités classées dans la nomenclature sous la rubrique 2330) et est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 03-4047A du 17 novembre 2003.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 2910 « Combustion »	Code de l'environnement du 05/10/2018, article Annexe à l'article R.511-9	Sans objet
2	Porter-à-connaissance du 20 août 2024	Code de l'environnement du 08/01/2020, article Article L181-14	Sans objet
3	Analyse du porter-à-connaissance	Code de l'environnement du 01/01/2024, article Article R.181-46	Sans objet
4	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I disposition 4.1.	Sans objet
5	Captage et épuration des rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I disposition 6.1.	Rappel des prescriptions applicables

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 20 août 2024 a été analysé par l'inspection des installations classées en application des dispositions de l'article R.181-46 et de la note du 20 décembre 2021. Il en ressort que les modifications sont jugées notables mais non substantielles. Ces modifications ne nécessitent pas de modifier l'encadrement existant par l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur.

Une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2003 est nécessaire. Aussi, l'inspection des installations classées propose que l'exploitant réalise un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions réglementaires applicables, notamment celles issues de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires. Utilement, l'exploitant pourrait joindre à ce bilan de conformité :

- un descriptif précis de l'ensemble de ses installations et équipements et leur localisation sur un plan détaillé ;
- un bilan des activités de l'installation en regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 2910 « Combustion »

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 05/10/2018, article Annexe à l'article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b> Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC) [...]
<b>Constats :</b> L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n° 03-4047A du 17 novembre 2003 indique que la société PETIT BATEAU est autorisée à exploiter, sur le site situé 15 rue du lieutenant Pierre Murard à TROYES, une activité liée à l'installation de combustion fonctionnant au gaz et fioul lourd (1 chaudière gaz, 1 chaudière fioul lourd en secours, 2 séchoirs et 2 rames) au titre de la rubrique 2910-A-2, sous le régime de la déclaration, pour une puissance de 16.33 MW. L'article 13-4-1 de l'arrêté préfectoral mentionné ci-avant précise la constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés : <ul style="list-style-type: none"><li>• Générateur n° 1 : chaudière principale d'une puissance thermique de 11.310 MW alimentée au gaz naturel</li><li>• Générateur n° 2 : chaudière de secours d'une puissance thermique de 11.310 MW alimentée au fioul lourd (fonctionnement &lt; 100 h)</li><li>• Générateur n° 3 : rame atelier ennoblissement d'une puissance thermique de 0.35 MW alimentée au gaz naturel</li><li>• Générateur n° 4 : séchoir Fleissner (ennoblissement) d'une puissance thermique de 1.419 MW alimenté au gaz naturel</li><li>• Générateur n° 5 : séchoir Aérovar (ennoblissement) d'une puissance thermique de 2.1 MW alimenté au gaz naturel</li><li>• Générateurs n° 6 et 7 : tunnels de séchage atelier sérigraphie d'une puissance thermique de 0.005 MW alimentés au gaz naturel</li><li>• Générateur n° 8 : rame bâtiment J d'une puissance thermique de 1.148 MW alimentée au gaz</li></ul> L'exploitant indique qu'il n'y a pas de changement concernant les générateurs 1, 3, 4 et 8 mais que le générateur 2 est démantelé, que le 5 a été remplacé par un séchoir Montfort, que pour les générateurs 7 et 8, il n'y a plus qu'un four au lieu de 2 et qu'un four de séchage impression numérique a été ajouté (générateur n° 9). Ainsi, le générateur n° 7 est démantelé. L'inspection des installations classées constate que la suppression du générateur n° 2 et le changement du générateur n° 5 (par un séchoir Montfort d'une puissance thermique de 0,975 MW) ont fait l'objet d'une visite d'inspection en date du 10 août 2017. L'inspection des installations classées constate que la suppression d'un four au niveau des générateurs 6 et 7 et la mise en place d'un four de séchage impression numérique (puissance thermique 0,06 MW, alimenté au gaz naturel) a fait l'objet d'un porter-à-connaissance transmis par l'exploitant le 9 mars 2021 pour lequel l'inspection des installations classées a répondu le 27 mars 2021 que les modifications sont considérées comme non-notables. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vu les générateurs n° 1, 3, 4, 5, 6 et 8 ainsi que le four de séchage impression numérique.  Les différentes évolutions concernant les générateurs n'engendrent pas de modification du régime au regard de la rubrique 2910.

Toutefois, une mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 novembre 2003 est nécessaire. Aussi, l'inspection des installations classées propose que l'exploitant réalise un bilan de conformité de l'installation par rapport aux prescriptions réglementaires applicables, notamment celles issues de l'arrêté d'autorisation et de ses arrêtés complémentaires. Utilement, l'exploitant pourrait en outre transmettre :

- un descriptif précis de l'ensemble de ses installations et équipements et leur localisation sur un plan détaillé ;
- un bilan des activités de l'installation en regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Porter-à-connaissance du 20 août 2024

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article Article L181-14

**Thème(s) :** Situation administrative, Mise en œuvre de projet

**Prescription contrôlée :**

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

**Constats :**

Le 20 août 2024, l'exploitant a transmis à la préfecture de l'Aube un porter-à-connaissance concernant l'installation d'un système de récupération de calories sur la rame Bruckner (correspondant au générateur n° 8 vu au point de contrôle n° 1 du présent rapport) et la mise à jour du parc de postes de détachage en confection, en réduisant à 2 le nombre de postes et à 1 le nombre de point de rejet.

Lors de la visite, l'inspection des installations constate que le dispositif de récupération de chaleur est déjà installé. La transmission du porter-à-connaissance constitue une régularisation de la situation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Analyse du porter-à-connaissance

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article Article R.181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Contrôle des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> En application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, dite loi « ASAP », relative à la simplification des procédures applicables aux entreprises et en vertu du décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021, le caractère substantiel d'un projet au sein d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est étudié au regard de la note du 20 décembre 2021 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise : « I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3. La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »
<b>Constats :</b> La mise en place d'un récupérateur de calories sur la rame Bruckner et la réduction du nombre de postes de détachage en confection ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Sur l'aspect quantitatif, les modifications apportent une diminution pour ce qui concerne les postes de détachage en confection, notamment des rejets, et une mesure de sobriété énergétique pour l'installation du dispositif de récupération de calories. Le récupérateur de calories est installé en piquage du point de rejet (cheminée) de la rame Bruckner. Les calories récupérées servent à chauffer le réseau d'eau chaude du système de chauffage du site. Ainsi cet équipement fonctionnera uniquement en période hivernale. Selon les propos de l'installateur de l'équipement (société DALKIA), le dispositif est équipé d'un ventilateur permettant de capter les gaz de rejet de la rame et de les envoyer vers le récupérateur de chaleur. Le ventilateur varie en fonction de 2 sondes de températures disposées dans le conduit de rejet de la rame et dans le conduit de piquage. Un automate suit les températures, les enregistre et transmet également les données à distance pour la télésurveillance. Le ventilateur est équipé d'un filtre et d'une alarme de perte de charge. Le conduit de piquage est équipé d'une vanne à manœuvrer en fonction de la saisonnalité. En fonctionnement, il y aura uniquement des rejets au niveau de la cheminée d'évacuation du récupérateur de calories et hors fonctionnement, les rejets auront lieu directement par la cheminée de la rame Bruckner. Il n'y aura donc pas deux rejets simultanés pour cette rame avec la mise en place de ce nouvel équipement. Les dangers et inconvénients liés à la mise en place du récupérateur de calories relèvent alors du risque incendie. Des consignes spécifiques et une formation des opérateurs sont nécessaires à la mise en sécurité du dispositif. L'entretien est à effectuer selon les données du constructeur et a minima à la fréquence d'entretien du conduit de rejet de la rame Bruckner. Lors de la visite, l'inspection des installations classées remarque le bruit généré par le ventilateur lorsque le dispositif est en fonctionnement. Le bruit étant encadré dans l'arrêté préfectoral n° 03-4047A du 17 novembre 2003, l'ajout du dispositif de récupération de calories, n'a pas besoin d'un encadrement supplémentaire sur cet inconvénient. <u>Utilement, la réalisation d'une mesure de bruit sous un échéancier volontariste permettrait de démontrer le respect de cette prescription.</u> Au regard des éléments ci-dessus concernant le dispositif de récupération de calories, son fonctionnement, sa surveillance, sa mise en sécurité et ses éventuelles nuisances, les modifications présentées dans le porter-à-connaissance ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement. A la lecture de l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note du 20 décembre 2021, l'inspection des installations classées considère les modifications présentées dans le porter-à-connaissance du 20 août 2024 comme notables mais non substantielles. Ces modifications ne nécessitent pas d'encadrement par un arrêté préfectoral complémentaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I disposition 4.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> Suite à la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 25 octobre 2024, un plan de stockage des installations de combustion PETIT BATEAU Murard. Ce plan général du site recense notamment tous les appareils de combustion en indiquant leur nature leur puissance et leur type d'alimentation et les localise. L'inspection des installations classées constate que ce plan tient compte des évolutions du parc de générateurs mentionnées au point de constat n° 1 du présent rapport de visite. Le four d'impression numérique est indiqué comme générateur n° 9 et les générateurs n° 2 et 7 sont mentionnés comme démantelés mais ne sont plus localisés sur le plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Captage et épuration des rejets à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Annexe I disposition 6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Air-Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs sont munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins d'analyse. Le débouché des cheminées a une direction verticale et ne comporte pas d'obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...).
<b>Constats :</b> Par sondage, l'inspection des installations classées s'est rendue sur le toit du bâtiment J afin de contrôler le point de rejet du générateur n° 8 et a constaté la présence d'un chapeau chinois au niveau du débouché de la cheminée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de se conformer strictement aux prescriptions réglementaires applicables sur son site.
<b>Type de suites proposées :</b> sans suite